

N° 66 - 20 AVRIL 1969
 « LE PEUPLE BRETON »
 mensuel
 Boite postale 713 RENNES

ABONNEMENTS
 Ordinaire : 10 F
 Etranger (par avion) : 15 F
 De soutien : à partir de 15 F
 C.C.P. 2 365-76 RENNES

Aujourd'hui, être libre
 c'est être informé

LE PEUPLE BRETON

ORGANE DE L'UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE

Votez NON

POURQUOI ?

DEPUIS cinq ans nous n'avons cessé de dénoncer l'hypocrisie du gouvernement national-gaulliste face au problème breton. Nous n'avons cessé de montrer comment le gaullisme, expression actuelle du capitalisme, cherchait à adapter les structures de l'Etat centraliste pour mieux exploiter et réduire les régions sous-développées de l'hexagone. Depuis quatre mois, nous avons analysé l'énorme duperie que constitue la « réforme régionale » des Jeanneney et autre baron Guichard.

Le 27 avril, le choix est simple : nous, Bretons, ne pouvons que voter NON.

RENFORCEMENT DU POUVOIR DU PREFET

- 1 En votant NON, nous refuserons la pseudo-réforme gaulliste qui ne fait qu'accroître et concentrer dans les mains du préfet le pouvoir exécutif. Caractère dominant de cette réforme, ce renforcement du pouvoir exécutif en souligne bien le caractère CENTRALISTE. Ah ! Quelle belle réforme qui donne à ce super-agent de l'Etat plus de pouvoir que jamais : on n'est pas loin du Gauleiter.
- En votant NON, nous rejetterons les soi-disant assemblées régionales, assemblées corporatistes, assemblées croupions de notables et d'hommes de main du pouvoir. Les exemples sont proches dans le temps et dans l'espace : qu'on se rappelle la réforme régionale de Vichy et qu'on regarde les institutions de Franco (des assemblées provinciales aux Cortès) ou de Salazar.
- En votant NON, nous refuserons d'entériner le découpage arbitraire qui exclut la Loire-Atlantique de la Bretagne, contre le vœu de nombreuses associations, de nombreuses municipalités et même de Conseils généraux. Il est vrai que le poids du prolétariat de Loire-Atlantique ou ouvriers et paysans, dans l'unité, ont mené des combats exemplaires, serait bien dangereux pour le pouvoir gaulliste.
- En votant NON, nous déjouerons la manœuvre gaulliste qui veut par le truchement d'un plébiscite (au suffrage universel) nous enlever l'usage de ce suffrage universel pour l'élection des assemblées qui devraient traiter des problèmes de l'avenir de notre pays. Quelle ironie au pays des droits de l'homme que cette peur du suffrage universel ! Ce refus est motivé, nous dit-on, par la crainte de la politisation. Mais alors, de quelle comédie s'agit-il, si discuter de l'emploi, de la création d'industries, des salaires et des droits syndicaux, n'est pas faire de la politique ? Choisir entre des équipements touristiques de luxe et des équipements populaires, n'est-ce pas un choix politique ? On ne veut pas de la « politisation » parce qu'il n'y aura même pas choix. Ces assemblées seront des chambres d'enregistrement ou les notables se disputeront des parcelles de crédits d'équipement.
- En votant NON, nous repoussons la malhonnêteté d'un référendum-plébiscite où à deux questions on ne peut donner qu'une seule réponse, la réponse de tous les plébiscitaires : c'est-à-dire le oui au pouvoir personnel, le oui au détenteur de l'ordre et de la force, le oui au fondé de pouvoir actuel du capitalisme.

NON A LA BRETAGNE - COLONIE

- 2 Le 27 avril, voter NON ce sera aussi dire NON au gaullisme, expression actuelle du capitalisme, dire NON au sous-développement de la Bretagne et au mépris des intérêts du peuple breton. Les exemples de cette situation coloniale ne sont que trop nombreux. Parmi les plus récents : une étude sur la région Douarnenez-Crozon a montré l'exode de plus en plus accéléré des jeunes. Plus de la moitié des jeunes ménages quittent le pays chaque année ; le taux de mortalité est supérieur au taux de natalité ; en 1968, 142 naissances pour 290 décès.

PAYSAN BRETON...



UN PAYSAN - SONNE - LE 2 OCTOBRE 1967

...N'OUBLIE PAS QUIMPER

C'est sans doute là la « bonne voie » à laquelle se réfèrent les gaullistes. Le mot d'ordre de Debré en 1961 « Il faut dégager la Bretagne », prend tout son sens. A ceux qui restent, les bas salaires et la menace toujours présente du chômage. Rappelons encore que les salaires sont de 25 % plus faibles que la moyenne française et de 45 % plus faibles que ceux de la région parisienne.

Les usines-pirates sont les premières à profiter de ces différences scandaleuses, exploitant les travailleurs, brisant toute tentative d'organisation syndicale. De Citroën au Joint Français en passant par la C.S.F. à Brest, Yannick Frémin et Galliot sont les porte-paroles de ces syndicalistes matraqués.

La liste des fermetures d'entreprises serait trop longue à établir, mais rappelons, parmi les plus significatives, les forges d'Hennebont, la raffinerie de Chantenay, les papeteries Vallée à Belle-Île-en-Terre, de nombreuses conserveries de Cornouaille. Demain ce sera peut-être le tour pour les mille ouvriers de l'imprimerie Oberthur à Rennes.

Dans le même temps, les agriculteurs bretons sont victimes d'une triple oppression :

- une intégration de plus en plus complète par les grands trusts : Duquesne-Purina, SAPIEM-Superlait, Unilever, qui contraignent la production bretonne et s'enrichissent sur le dos des travailleurs pour investir en Picardie, en Ile-de-France...
- une domination des gros agriculteurs du Bassin Parisien et du Nord qui accaparent progressivement les productions (petits pois et autres conserves, aviculture, élevage du porc...) et l'essentiel des aides à l'agriculture, par l'intermédiaire du FORMA, du FEOGA, etc...
- la prochaine mise en œuvre du Plan Mansholt condamnerait l'agriculture bretonne, dans le cadre du Marché commun libéral (baisse des prix et donc du revenu des agriculteurs, aide aux seules grandes

SUITE AU VERSO.

Pourquoi voter NON

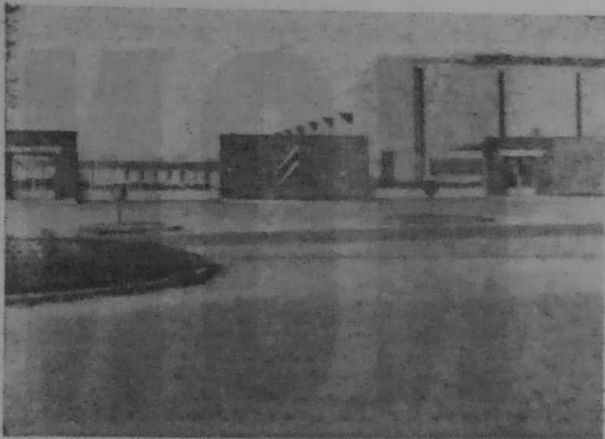
exploitations, exode accéléré, déportation vers l'« Europe utile » des capitalistes).

Pour les pêcheurs bretons, l'évolution de l'Europe bleue n'est pas plus prometteuse : des langoustiers de Douarnenez aux morutiers de Saint-Malo, c'est la crise.

Le « dégagement » de la Bretagne facilite il est vrai les implantations militaires et celles du tourisme de luxe. En une dizaine d'années, le nombre des implantations s'est augmenté considérablement : coûteuse comme la base de l'O.T.A.N. à Landivision, où 30 millions de francs sont dépensés chaque jour pour l'entraînement des pilotes ; follement coûteuse comme la base de sous-marins atomiques de l'île Longue ou le P.C. du commandement de cette force atomique installé sous le château de Brest ; honteuse comme l'implantation d'une base d'hélicoptères à Quessant. Destinée classique des pays colonisés, la Bretagne a tendance à devenir une zone privilégiée de la consommation touristique des riches, des propriétaires de villas de 40 millions (soit la paie mensuelle de près de 1 000 ouvriers bretons) qui vont verser leur arme de snobinard sur la rude vie des paysans, cultivant le seigle, du Parc d'Armorique.

Enfin le NON au référendum doit prendre toute sa dimension de refus d'entériner la situation coloniale de la Bretagne si l'on se rappelle la négation constante de la spécificité bretonne. Cette spécificité qui vaut encore à près d'une quarantaine de jeunes bretons d'être derrière les

EN TÊTE DES USINES-PIRATES



Pour le nombre de syndicalistes licenciés et matraqués : CITROEN à Rennes.

barreaux d'une prison. Cette spécificité bafouée dans le refus de l'enseignement de notre langue, cette spécificité niée dans tous les autres aspects culturels, cette spécificité que l'intoxication quotidienne de l'O.R.T.F. et de la presse régionale cherche à étouffer.

Répondre NON au référendum-plebisците c'est rejoindre le combat déjà entrepris par les classes laborieuses de Bretagne.

OUI A UNE BRETAGNE SOCIALISTE

3 Batta le gaullisme aujourd'hui, c'est se préparer à renverser le capitalisme et le centralisme demain. Le peuple breton a déjà entamé ce combat sur tous les fronts :

- De plus en plus le prolétariat breton prend conscience de sa situation d'exploité ; les grandes grèves du type de celles des mensuels de Saint-Nazaire en mars et avril 1967, les actions communes contre le chômage et le sous-développement de la Bretagne comme la journée d'action du 8 mai 1968, et les petites grèves dures et localisées qui se multiplient depuis quelques mois (le Joint Français à Saint-Brieuc, Antar à Donges, Marc-Beg-Avel à Brest...) sont révélatrices de cette prise de conscience accrue. Par leur NON, les ouvriers bretons entendent ainsi refuser le système capitaliste qui se manifeste dans les entreprises par les salaires de misère, les cadences de travail abusives, l'exploitation patronale et la concentration au profit des monopoles.

- Les actions paysannes à leur tour prennent un contenu politique de plus en plus affirmé et les grandes manifestations de mai 1967 à Redon et du 2 octobre 1967 à Quimper ont été des étapes décisives. Par leur NON, les agriculteurs dénonceront aussi :

- les impasses où l'on a fourvoyé les plus dynamiques d'entre eux
- les cumuls de terres par les plus grands propriétaires au détriment des fermiers-exploitants
- l'accaparement de l'outil de travail qu'est la terre par des non-professionnels
- la misère et l'inconfort de la vie quotidienne.

- La lutte unitaire de l'ensemble des marins de Concarneau contre les armateurs montre la voie aux marins-pêcheurs. Pour eux ce sera NON à l'intégration capitaliste de la pêche, NON aux conditions inhumaines du travail en mer, NON aux armateurs et aux spéculateurs.

- Les enseignants et les étudiants ne voudront pas se rendre complices d'une politique qui aboutit à une sous-scolarisation dans le domaine de l'enseignement technique, qui fait de l'enseignement une préparation à l'exode ; à l'image du Comité d'action pour l'enseignement du Celtique ils lutteront contre le génocide culturel ; E. Faure ne vient-il pas de refuser la préparation d'une licence et d'une maîtrise de Celtique.

Ayons dans la mémoire le récent voyage de De Gaulle et l'occupation policière qu'il a entraînée. La pseudo-réforme régionale n'est qu'une nouvelle manœuvre du capitalisme et du centralisme pour renforcer le pouvoir.

S'ABSTENIR, C'EST TRAHIR LA BRETAGNE.

VOTER NON. C'est battre le gaullisme

C'est combattre le capitalisme

POUR UNE BRETAGNE SOCIALISTE.



libres propos

de MORVAN LEBESQUE

NON !

Je m'adresse à ceux qui se proposent de s'abstenir au référendum. Non pour discuter leurs raisons morales, mais pour leur poser une question tactique : ET APRES ? Je veux dire le soir même ?

Ce soir-là, voici ce qui se passera. Quelqu'un annoncera les résultats d'abord : le nombre des inscrits, des exprimés, donc, des abstentionnistes, très vite : chiffre blanc, chiffre nul, si élevé soit-il ; puis les seuls chiffres qui comptent, tant de oui, tant de non. Et à cette minute, nous serons tous, bon gré, mal gré, dans l'histoire. Une page aura été tournée et nous ne saurons plus qu'une chose : en avril 1969, le gaullisme sera entré — ou non — dans sa phase totalitaire.

Car vous ne vous y trompez pas, j'espère ? Sous couvert de « rénovation », ce sont nos dernières libertés qui vont se jouer ce soir-là. Si oui, un pouvoir absolu, un chef désignant pratiquement son successeur, des « régions » plus ou moins abstraites livrées à la technocratie et au populisme, gouvernées par des préfets assistés de caciques ; les revendications ouvrières et paysannes noyées dans le corporatisme et l'« apolitisme » ; un système à la Maurras, à la Pétaïn ; enfin, le renforcement de la censure, la mainmise du régime sur l'Etat tout entier. Bref, la victoire définitive d'un homme et d'un Appareil.

— Allons donc ! direz-vous. Pas avec des millions d'opposants !

— Quels opposants ? Ceux du silence ?

Rappelez-vous l'élection présidentielle. Echec de De Gaulle au premier tour. Succès difficile au second : 54 % à peine. On disait alors : « Ça le fera réfléchir ! » On écrivait alors : « Il ne peut plus gouverner seul, avec la moitié du pays contre lui ! » Il n'a pas réfléchi. Il a gouverné seul.

Et maintenant, que lisez-vous dans les journaux ? « Le général De Gaulle, fort de l'appui massif du pays qui le porta à la présidence... » Et personne ne proteste, personne ne rappelle les chiffres ! Il en sera pareillement demain. Que 1 % seulement de majoritaires approuvent ce référendum et avant six mois, on censurera, on interdira, on fera régner l'ordre des C.D.R. et des S.A.C. au nom de ce même appui massif, clause de style que tout le monde acceptera parce que les esprits seront plus encore qu'aujourd'hui matraqués par la propagande officielle.

Des 22 % d'abstentions de l'élection présidentielle, que reste-t-il, sinon des gens qui seraient pu changer l'histoire ? Et de ceux d'avril, que restera-t-il demain ?

« Nous ne voulons pas entrer dans le jeu ! » Mais vous y entrez puisque le nouvel ordre s'installera, et en partie grâce à vous. Des silences ne font pas un événement. Seul un geste répond à un geste. Seul un non peut s'opposer à un oui, c'est-à-dire au triomphe définitif du bonapartisme gaullien.

Je vous affirme que les gaullistes espèrent que les opposants s'abstiendront. Autant de voix en moins contre eux, autant de voix gagnées. Il faut casser la machine plebisitaire. En l'ignorant ? Non. En l'obligeant à se retourner contre ses manipulateurs.

« Mais nous créons l'avenir. » Des mots. L'histoire s'écrit au présent. Se réjouir de l'avenir équivaut à fuir dans le passé. On se bat. Et, s'il le faut, avec les armes de l'adversaire.

Abstention, piège à con !

Morvan Lebesque

CHER LECTEUR

A l'occasion du référendum du 27 avril sur la pseudo-réforme régionale, notre journal a voulu répondre — avec ses pauvres moyens — à l'INTOXICATION, au MATRAQUAGE de la propagande officielle par l'O.R.T.F., par les affiches, par un journal tiré — à nos frais — à 15 millions d'exemplaires.

Ce numéro spécial, tiré à 50.000 ex., nous coûte plus de 2.000 F. C'est peu,

diront certains. C'est beaucoup quand on vit et lutte avec ses seules ressources, quand on ne puise pas dans la caisse des contribuables. La meilleure façon de nous aider est de vous ABONNER.

Pour cela, découpez le bulletin ci-dessous et adressez-le à l'adresse suivante :

Le Peuple Breton, B.P. 713, 35 - Rennes.

ABONNEMENT

Nom

Prénom

Adresse

.....

désire s'abonner et, pour cela,

verse la somme de :

10 F. (abonnement ordinaire) (1)

F. (à partir de 15 F., abonnement de soutien),

par chèque postal (1)

mandat-carte

chèque bancaire

à l'ordre du « Peuple Breton »,

B.P. 713, CCP Rennes 2365-76.

(1) Encadrer la somme et le moyen

choisis.

Imprimerie Commerciale, Rennes



Directeur de la publication : J.-Y. Veillard
Publication inscrite à la C.P.P.A.P. n° 41.307
Tirage : 50 000 — Dépôt légal : F. bimestre

BULLETIN D'ADHESION

Nom

Prénom

Adresse

.....

déclare vouloir adhérer à

l'U.D.B.

Signature :

.....

— Adressez ce bulletin (décou-

pé ou recopié) à : Union

Démocratique Bretonne,

B.P. 713, Rennes.

— Adressez le montant de la

cotisation annuelle (deux

jours de travail) à :

Union Démocratique Bre-

tonne B.P. 713, Rennes,

C.C.P. 2.365-78.